



HAL
open science

Orientation : la parole aux élèves

Thierry Berthet, Stéphanie Dechezelles, Rodolphe Gouin, Véronique Simon

► **To cite this version:**

Thierry Berthet, Stéphanie Dechezelles, Rodolphe Gouin, Véronique Simon. Orientation : la parole aux élèves. NEF, 34, pp.32, 2008. halshs-00335340

HAL Id: halshs-00335340

<https://shs.hal.science/halshs-00335340v1>

Submitted on 7 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

NEF

Orientation : la parole aux élèves

*Thierry Berthet (coord.), Stéphanie Dechezelles,
Rodolphe Guin, Véronique Simon*

**NOTES
EMPLOI
FORMATION**

34

**septembre
2008**

Céreq

Déjà parus

■ ***La reconnaissance des compétences dans la téléphonie sanitaire et sociale***

Guillaume Delignières
NEF 25, avril 2007

■ ***Le congé individuel de formation en Île-de-France : qui s'en empare et à quelles fins ?***

Alexandra d'Agostino et Martine Möbus
NEF 26, juin 2007

■ ***Décrire les métiers. Les savoir-faire de différents métiers du bâtiment et leur évolution***

Paul Kalck, avec la participation de Christian Marquette
NEF 27, janvier 2008

■ ***Étudier l'insertion des étudiants***

Nathalie Beaupère, Jean-François Giret
NEF 28, juin 2008

■ ***Le pilotage de l'orientation tout au long de la vie. Le sens des réformes***

Isabelle Borrás, en collaboration avec Thierry Berthet, Étienne Campens, Claudine Romani
NEF 29, juillet 2008

■ ***Les choix d'orientation à l'épreuve de l'emploi***

Isabelle Borrás, Agnès Legay, Claudine Romani
NEF 30, juillet 2008

■ ***Panorama sectoriel de la relation formation-emploi. Une exploitation des portraits statistiques de branche***

Dominique Fournié, Christophe Guitton
NEF 31, juillet 2008

■ ***Choix d'orientation et logiques institutionnelles***

Gérard Boudesseul, Yvette Grelet
NEF 32, août 2008

■ ***Orientation : quels repères pour trouver son chemin ?***

Gérard Boudesseul, en collaboration avec Cyril Coinaud, Yvette Grelet, Céline Vivent
NEF 33, septembre 2008

La liste complète des NEF parues peut être consultée
sur le site internet du Céreq

www.cereq.fr

La collection Notes Emploi Formation regroupe des textes qui présentent des résultats d'études réalisées dans le cadre des activités du Céreq et de son réseau. Elle propose des analyses récentes sur les diverses dimensions de la relation entre formation et emploi. Ces notes, éventuellement amendées et enrichies, pourront être ultérieurement publiées sur d'autres supports.

Synthèse

Que pensent les élèves du secondaire de l'orientation, de ses personnels et de ses fonctions ? De quelle manière jugent-ils l'orientation qui leur a été proposée, conseillée, imposée ? Quelles sont les personnes qu'ils estiment les plus compétentes, importantes, influentes dans leurs choix d'orientation ? Comment perçoivent-ils le rôle de leur famille, de leurs amis ou des acteurs économiques locaux face à celui des professionnels de l'enseignement et de l'orientation en milieu scolaire ? Dans quelle mesure l'opinion des élèves s'accorde-t-elle ou, à l'inverse, s'oppose-t-elle à celle des autres personnes intervenant peu ou prou dans les parcours scolaires, le processus d'orientation et l'insertion sur le marché de l'emploi ?

En mettant en miroir les opinions recueillies auprès d'un échantillon d'élèves du secondaire et celles de différentes catégories d'acteurs de l'enseignement, de l'orientation et de l'activité économique locale, on cherche ici à montrer combien l'orientation scolaire produit, autant qu'elle est le produit, de représentations sociales relativement stabilisées et qui s'entrechoquent. Préjugés, stéréotypes, caricatures, modes d'action ou de réflexivité routiniers : nombreuses sont en effet les idées toutes faites sur ce secteur d'activité que véhiculent les acteurs professionnels qui lui sont directement et indirectement liés : équipes pédagogiques, personnels de l'orientation, inspections de l'Éducation nationale, acteurs administratifs, politiques et économiques locaux.

Sur la base des résultats d'une enquête menée dans le département de la Dordogne en 2007, il est ainsi possible de mettre au jour les principales tensions qui structurent les débats et les pratiques en matière d'orientation scolaire, lesquelles se retrouvent sans doute en des termes voisins dans d'autres lieux.

Toutefois, l'étude des représentations à l'œuvre chez les professionnels et acteurs socioéconomiques locaux se révèle tout particulièrement pertinente dans sa confrontation à la parole des élèves, justement trop souvent enfermés dans certains stéréotypes (absence de motivation, manque d'ambition, influence primordiale des parents ou des pairs...). Or, des oppositions assez importantes sont mises au jour entre les opinions émises par les différents acteurs « adultes » et les jugements des élèves sur le rôle, l'importance et les modalités de choix d'orientation. L'examen attentif de la parole des élèves permet ainsi de pointer un certain nombre de contradictions systémiques, de faire valoir les comportements stratégiques des jeunes et de signaler certaines apories liées au sens commun sur l'orientation.

Une première partie expose les poncifs les plus courants à propos des choix d'orientation des élèves qui ont été recueillis dans les entretiens auprès des professionnels de l'éducation et de l'orientation, des acteurs socioéconomiques de l'environnement local (en Dordogne, où l'enquête a été menée) et des responsables académiques et régionaux. Ils sont alors pris comme hypothèses de travail demandant confirmation (ou infirmation).

Ensuite, les résultats des questionnaires administrés à plusieurs classes du secondaire, de l'Éducation nationale et hors de l'Éducation nationale en sections générale, technologique et professionnelle sont présentés. Ils permettent de prendre la mesure des influences que les élèves perçoivent dans la formulation de leurs choix en matière d'orientation.

Une seconde partie permet de constater dans quelle mesure les idées de sens commun sur les choix d'orientation des élèves sont en grande partie remises en cause par ces derniers.

Enfin, cette recherche permet de dégager plusieurs enseignements de portée plus générale sur la manière d'aborder l'orientation scolaire, tant du point de vue des praticiens que du point de vue des chercheurs en sciences sociales.

AUTEURS

Thierry Berthet (coord.)
Stéphanie Dechezelles
Rodolphe Gouin
Véronique Simon

Université de Bordeaux, Sciences Po
Bordeaux, centre associé au Céreq pour la
région Aquitaine, Pessac, F-33607, France.



Sommaire

Introduction	5
1. L'orientation des élèves : un domaine fortement empreint de représentations	7
1.1. Formes et poids des représentations « sédimentées » sur l'orientation	7
1.2. Les facteurs influant sur les opinions, préférences et choix d'orientation	14
2. La remise en cause par les élèves d'idées reçues sur l'orientation	21
2.1. Les opinions des élèves au regard des représentations des professionnels : enjeux, oppositions, points communs	21
2.2. Les représentations des élèves comme révélateurs de faits sociaux.....	26
Conclusion	29
Références bibliographiques.....	31
Glossaire	32

Introduction

Que pensent les élèves de l'enseignement secondaire de l'orientation, de ses personnels et de ses fonctions ? De quelle manière jugent-ils l'orientation qui leur a été proposée, conseillée, imposée ? Quelles sont les personnes qu'ils estiment les plus compétentes, importantes, influentes dans leurs choix d'orientation ? Comment perçoivent-ils le rôle de leur famille, de leurs amis ou des acteurs économiques locaux face à celui des professionnels de l'enseignement et de l'orientation en milieu scolaire ? Dans quelle mesure l'opinion des élèves s'accorde-t-elle ou, à l'inverse, s'oppose-t-elle à celle des autres personnes intervenant peu ou prou dans les parcours scolaires, le processus d'orientation et l'insertion sur le marché de l'emploi ?

Cette note s'attache principalement à répondre à ce faisceau de questions. En mettant en miroir les opinions recueillies auprès d'un échantillon d'élèves du secondaire et celles de différentes catégories d'acteurs de l'enseignement, de l'orientation et de l'activité économique locale, on cherche ici à montrer combien l'orientation scolaire produit, autant qu'elle est le produit, de représentations sociales relativement stabilisées et qui s'entrechoquent. Préjugés, stéréotypes, caricatures, modes d'action ou de réflexivité routiniers : nombreuses sont en effet les idées préconçues sur ce secteur d'activité que véhiculent les acteurs professionnels qui lui sont directement et indirectement liés : équipes pédagogiques, personnels de l'orientation, inspections de l'Éducation nationale, acteurs administratifs, politiques et économiques locaux. Sur la base des résultats d'une enquête menée dans le département de la Dordogne, il est ainsi possible de mettre au jour les principales tensions qui structurent les débats et les pratiques en matière d'orientation scolaire. Mais, c'est ramenées à la parole des élèves que les représentations à l'œuvre chez les professionnels et acteurs socioéconomiques locaux s'avèrent surtout intéressantes : en effet, il apparaît que les préjugés les plus courants s'opposent de manière relativement importante à l'opinion que se font les élèves du rôle, de l'importance et des modalités de l'orientation. La parole des élèves permet ainsi de pointer un certain nombre de contradictions systémiques, de faire valoir les comportements stratégiques des jeunes et de signaler certaines apories liées au sens commun sur l'orientation.

L'exposition repose ici sur l'exploitation d'un questionnaire passé à 353 élèves périgourdins de différentes classes à la fin de l'année civile 2007 et l'analyse d'entretiens réalisés auprès des équipes pédagogiques des classes concernées dans différents types d'établissements relevant ou non de l'Éducation nationale, de professionnels de l'orientation, d'acteurs économiques et sociaux locaux et de responsables académiques et régionaux pour l'Aquitaine (voir encadré p. 6)¹. En ce qui concerne les opinions des élèves, une comparaison systématique avec les résultats obtenus dans l'enquête du Céreq pour le compte de la DGESCO sur la valeur du diplôme et les parcours scolaires et professionnels (Grelet et Romani 2007), dont les résultats sont représentatifs du niveau national, a été conduite afin de mettre en lumière points communs et différences et d'évaluer

¹ Cette étude publiée dans son intégralité sous Net.doc Céreq et a été réalisée pour le compte du conseil régional d'Aquitaine. Des remerciements particuliers vont à Monsieur le recteur de l'académie de Bordeaux, William Marois et Monsieur l'inspecteur de l'Éducation nationale en charge des questions d'information et d'orientation (IENHO) pour le département de la Dordogne, Jean-Jacques Lavergne.

l'éventuelle spécificité ou « normalité » de l'échantillon périgourdin. De la même façon, les représentations des différents types d'acteurs (élèves, enseignants, professionnels de l'orientation, employeurs locaux, responsables académiques et régionaux) ont été comparées de manière à en relever les oppositions et les tensions.

Une première partie exposera les hypothèses à partir desquelles le travail d'enquête a été mené : les poncifs les plus courants sur les choix d'orientation ont ainsi été extraits des entretiens auprès des professionnels et acteurs socioéconomiques et constituent le point de départ de la réflexion. Ensuite, il s'agira de présenter les résultats des questionnaires auprès des élèves à propos des influences qu'ils disent peser sur la formulation de leurs choix en matière d'orientation. Une seconde partie permettra de constater dans quelle mesure les idées de sens commun sur les choix d'orientation des élèves sont remises en cause par ces derniers. Enfin, les principaux enseignements à retenir de cette enquête seront présentés.

PRÉCISIONS MÉTHODOLOGIQUES À PROPOS DE L'ENQUÊTE PAR QUESTIONNAIRES

L'échantillon est composé de 353 élèves, dont 163 filles et 188 garçons, répartis en six classes de l'Éducation nationale et hors Éducation nationale : 3^{ème} Générale, 3^{ème} agricole, 2^{nde} Générale, BEP 1^{ère} année, BEP 2^{ème} année (terminale), BEPA (terminale). Les classes se trouvent dans 8 établissements : deux collèges, un lycée d'enseignement général et technologique, un lycée polyvalent, un lycée professionnel, un lycée d'enseignement général technologique Agricole, une maison familiale et rurale, un centre formation des apprentis. La zone d'enquête se situe autour de trois villes : Bergerac, Sarlat et Terrasson.

Le questionnaire a été réalisé dans le cadre de la recherche « Valeur du diplôme. Place et rôle dans les parcours scolaires et professionnels » menée par le Céreq pour le compte de la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO). Il est constitué de 60 questions, ouvertes ou fermées, à choix multiples ou non. L'utilisation de cet outil permettait de pouvoir travailler sur la même base qu'une enquête menée au niveau national et d'établir des comparaisons.

Les questionnaires ont été administrés aux élèves regroupés pour l'occasion dans une même salle, pendant une séquence de cours, le plus souvent en présence de leurs enseignants ou de membres de la direction de l'établissement. L'objectif de l'enquête et le contenu du questionnaire étaient présentés par les enquêteurs (deux ou trois en même temps) qui étaient les seuls à prendre la parole. La présence de personnel de l'établissement n'avait pour seul but que de maintenir une atmosphère sérieuse et de venir en aide en cas de demande d'éclaircissements sur le sens des questions.

De manière à rendre anonyme le dépouillement des questionnaires, un code était attribué à chaque élève. Tous les questionnaires ont été systématiquement récupérés en fin de séance par les enquêteurs (exception faite d'une fois où en l'occurrence les questionnaires n'ont pas été sérieusement remplis).

Après encodage, les pourcentages pour chaque item ont été opérés en distinguant systématiquement : les classes de chaque établissement, les niveaux de classe, les voies de formation (générale/professionnelle), l'appartenance ou non à l'Éducation nationale, le genre.

1 | L'orientation des élèves : un domaine fortement empreint de représentations

1.1. Formes et poids des représentations « sédimentées » sur l'orientation

Les différents entretiens menés auprès des responsables pédagogiques, sociaux et administratifs, dans l'environnement des établissements à l'échelon local ou au niveau de décision académique ou régionale ont montré combien était courante l'idée que les choix d'orientation des élèves sont le produit enchevêtré de multiples représentations plus ou moins fondées : représentation de soi, des filières de formation, des établissements, de l'univers professionnel et de son système de valeurs sociales. Par extension, les publics postsecondaires, jeunes et adultes demandeurs d'emplois ou salariés sont affublés eux aussi de représentations qui constitueraient au mieux des filtres, au pire des freins, dans les décisions d'orientation ou de réorientation professionnelle. De la même façon enfin, les intervenants dans l'enseignement et l'orientation de l'Éducation nationale (EN) sont régulièrement décrits par les autres acteurs interrogés comme perclus de préjugés à l'encontre de l'insertion professionnelle, du « marché » de l'emploi et de l'(in)utilité de certaines disciplines.

Des représentations omniprésentes dans les discours des différents acteurs et bénéficiaires de l'orientation

Des travaux menés dans le cadre de la psychologie cognitive et de la psychologie sociale ont montré que tous les individus interprètent le monde, se perçoivent eux-mêmes et agissent en fonction de schémas mentaux, plus ou moins simplifiés, et fortement influencés par des informations présentes rapidement à l'esprit. Ces schémas, autrement appelés représentations sociales (parce que produites par l'interaction des individus entre eux au sein d'une société donnée), permettent de ramener des situations complexes et leur interprétation, elle aussi complexe, à des simplifications pragmatiques (Ballé 2002 ; Bonardi et Roussiau 1999). Ces simplifications, relativement stables dans le temps, mais susceptibles d'évoluer, ne conduisent pas toutes à des biais. Au contraire, elles permettent la plupart du temps aux personnes de produire des raisonnements rapides et performants. Mais lorsque la situation se caractérise par la routine ou à l'inverse l'urgence, ou encore par un fort degré d'incertitude, les individus réagissent souvent en imitant les autres ou en ne prêtant pas attention aux *a priori* ou aux préjugés pouvant se glisser au milieu d'un raisonnement logique.

Ces modes de lecture et d'interprétation sociales sont donc fortement soumis aux habitudes présentes dans un milieu donné (familial, professionnel, social, culturel...) et à l'influence exercée par les parents, pairs ou tiers. Ce type de situation intervient dans le parcours scolaire d'un élève ou le parcours professionnel d'un demandeur d'emploi mis en situation de produire des choix d'orientation mais tout autant dans celui d'un enseignant, d'un conseiller d'orientation psychologue (COP), d'un membre de services publics de l'emploi, d'un décideur régional ou d'un chef d'entreprise. Ne

pouvant maîtriser l'ensemble des données, des informations et des dimensions d'un problème à prendre en compte ou ne pouvant remettre entièrement en cause des modes de perception ou d'action en vigueur depuis longtemps dans un milieu donné, les individus tendent à se fier et adopter à leur tour les avis ou les choix des personnes de leur entourage proche. En réduisant la plupart du temps un problème à un trait saillant et en ayant recours à un outil mental simple, il est plus efficace de répondre à une injonction de choix (Boudon 1992).

Il n'est évidemment pas question ici de postuler que toutes les représentations se réduisent à des schémas raccourcis. Il a ainsi été démontré que plusieurs niveaux de raisonnement existent : du plus simple, le stéréotype, au plus complexe, c'est-à-dire celui qui prend en compte une pluralité de conditions pour qu'une proposition se vérifie. Mais il est évident que le passage des niveaux simples aux niveaux complexes requiert un important investissement cognitif que les individus ne sont pas toujours en mesure de produire, par manque de temps par exemple. Les situations d'injonction, d'urgence ou de changement de situation constituent par excellence des moments de production et de reproduction de représentations déjà en forme et en vigueur dans un secteur donné. Or, aussi bien les élèves enquêtés que les personnels de l'enseignement, de l'orientation, de l'emploi ou de la Région se trouvaient dans les situations de prescription, de changement, de mobilité, de restructuration des services, de turn-over important des personnels par contractualisation croissante ou de recomposition de l'offre en matière d'orientation (se met effectivement en place un projet de constitution par la Région Aquitaine d'un institut régional de l'orientation et des métiers baptisée Agence régionale de la formation de l'orientation et de l'emploi (ARFOE)). Ces phénomènes favorisent à la fois les phénomènes d'imitation des individus de l'entourage (social, professionnel...) et les phénomènes de rémanence de comportements acquis dans des contextes antérieurs (routines, habitudes...). En résumé, les représentations sociales remplissent quatre grandes fonctions : une fonction *cognitive*, une fonction *d'orientation de l'action*, une fonction de *justification* des pratiques et une fonction *identitaire*.

S'il est incontestable que les représentations agissent sur le comportement des publics concernés par l'orientation, on ne saurait occulter le rôle des représentations sur les conceptions et actions de tous les acteurs c'est-à-dire aussi de ceux de la décision politique, de l'enseignement, de l'économie ou de l'administration publique. De même, les représentations innervent les conceptions des décideurs sur ce qu'il convient ou conviendrait de faire dans tel ou tel domaine. Et c'est l'ensemble de ces représentations ainsi que leurs interactions plus ou moins directes, qui coexistent au sein d'un même secteur d'activité sociale, ici l'orientation, qu'il s'agit de répertorier et de comprendre. Car c'est de cet ensemble et de son fonctionnement systémique que découlent les tensions, frictions, incompréhensions ou, à l'inverse, accords, coopérations et collaborations vertueuses. En analysant de manière approfondie les entretiens, on constate que coexistent, au sein des services de l'emploi et de l'information auprès des publics scolaires et postsecondaires, différentes représentations qui constituent à la fois des schémas de pensée et des horizons indépassables.

L'analyse approfondie des entretiens montre que ce sont les personnels de l'enseignement et de l'orientation de l'Éducation nationale qui cristallisent le plus d'images négatives. La litanie des critiques envers l'orientation telle que conduite dans les établissements d'enseignement secondaire est si récurrente et convenue qu'elle s'impose dans l'espace public comme un « quasi-sens commun » avec ses éléments concrets et fantasmatiques.

Mais ses personnels ne l'ignorent pas et leurs témoignages font souvent état de ces représentations peu laudatives à leur sujet et démontrent un degré assez élevé de réflexivité professionnelle. Ils disent ainsi « *on entend souvent qu'on ne sait pas ce que font les conseillers* », « *les profs ne foutent rien* », « *ils sont toujours en grève* », « *ils n'aiment pas les gamins* », « *ils racontent n'importe quoi* » ou encore « *les élèves et les parents nous accusent de mal orienter* ». Oscillant entre fondement en raison et forme de paranoïa, ces formes d'appréhension de la réalité concernent également les élèves et leurs parents. En effet, tout comme pour certaines catégories d'acteurs, les professeurs ou les conseillers d'orientation seraient des irréductibles défenseurs de l'abstraction théorique au détriment du pragmatisme économique, les élèves et leurs parents sont affublés d'un certain nombre de préjugés et de comportements supposément irrationnels ou impropres. Même s'il ne s'agit aucunement de postuler un partage uniforme de ces représentations au sein d'un groupe donné, il n'en demeure pas moins que des opinions récurrentes ressortent des entretiens auprès des différentes catégories d'acteurs enquêtés.

En ce qui concerne plus précisément les choix d'orientation des élèves, les autres catégories d'acteurs appuient leurs discours sur un certain nombre de préconceptions récursives qui constituent des enjeux et qui ont servi d'hypothèses à tester empiriquement au cours de l'enquête afin d'en vérifier le bien-fondé ou, au contraire, l'impertinence.

L'hypothèse de la reproduction familiale

Cette hypothèse repose sur un cliché de nature déterministe qui voudrait que les élèves choisissent le plus souvent la même trajectoire scolaire que leurs parents. Selon cette idée, les élèves effectueraient leurs choix d'orientation en fonction des diplômes, formation, profession et même catégorie socioprofessionnelle de leurs parents ou de leurs proches familiaux. Ainsi ils procèderaient par imitation du modèle parental ou familial.

L'hypothèse du mimétisme générationnel

Il s'agit ici de l'idée selon laquelle on constaterait la reproduction des parcours de formation entre jeunes d'une même génération. Les clichés explicatifs associés à cette thèse sont principalement ceux relatifs aux phénomènes de modes, à la volonté de suivre les amis ou de faire comme eux, quel que soit le choix opéré.

L'hypothèse de la toute puissance parentale

Cette hypothèse renvoie à l'idée selon laquelle les élèves suivraient finalement ce que leur dictent leurs parents sans qu'ils aient le choix ou qu'ils n'aient les moyens de s'y opposer. Pour le dire autrement, ils seraient orientés par leurs parents ou, du moins, en auraient l'impression (puisque, rappelons-le, les questionnaires recueillent la représentation que se font les élèves à propos de l'orientation) (Gouyon et Guérin 2006). Cette hypothèse du pouvoir parental recouvre deux phénomènes opposés : soit un pouvoir sur la construction, en amont de la demande d'orientation (information, conseil), qui peut être explicite ou implicite (Vouillot 2004), soit au moment de la demande d'orientation dans l'expression d'un choix non conforme au choix de l'élève et qui pourtant s'impose à lui.

L'hypothèse de la centralité des professeurs principaux

Cette hypothèse pose que les professeurs principaux sont au cœur du processus d'orientation en assurant le lien entre l'élève et l'établissement, entre la famille et l'établissement, entre l'élève et le COP lorsque c'est le professeur principal qui incite à prendre un rendez-vous, et même entre l'élève et sa famille dans certains cas. Selon cette hypothèse, le professeur principal se situerait au cœur du réseau d'acteurs constituant le dispositif d'orientation et en serait un élément pivot.

L'hypothèse de l'inutilité des COP

Ici aussi, cette hypothèse renvoie à un cliché fréquemment entendu aussi bien au sein de l'EN que dans la bouche des autres acteurs enquêtés, COP mis à part évidemment. Cette idée se trouve à mi-chemin entre la boutade et un sentiment solidement installé, répété de proche en proche et tendant à acquérir une force d'évidence à partir d'exemples que chacun peut apporter de son expérience professionnelle ou de témoignages de proches. L'enquête par questionnaire peut permettre de détecter au sein des réponses des élèves si, d'après l'image qu'ils ont de leur propre expérience (et non de leur expérience réelle), les COP apparaissent effectivement comme inutiles, autrement dit d'aucune aide.

L'hypothèse de l'information inadéquate

Il s'agit là de l'une des idées les plus répandues sur la question de l'orientation : il n'y aurait pas adéquation entre l'offre et la demande de formation voire entre formation et emploi, parce qu'il y aurait une mauvaise information des élèves et de leur famille.

L'hypothèse de la voie professionnelle comme voie courte

Parce que le CAP et le BEP sont des diplômes reconnus sur le marché du travail, après l'obtention desquels les élèves peuvent espérer être rapidement et facilement embauchés, l'idée sous-jacente au choix d'une orientation vers la voie professionnelle serait qu'en réalité il s'agirait du choix d'une voie de formation courte. En effet, au terme de deux années, les études s'arrêtent et l'insertion professionnelle serait privilégiée. À cela s'ajoute l'idée préconçue selon laquelle les élèves de la voie professionnelle sont en fait en situation d'échec scolaire et donc soit pressés de travailler, soit enjoint par le système scolaire et le marché de l'emploi à sortir rapidement de la période des études.

L'hypothèse du triptyque « diplôme-compétences-emploi »

L'idée repose ici sur le fait que le diplôme a pour fonction de délivrer des compétences, et que ces dernières permettraient ensuite de trouver un emploi. En d'autres termes, le diplôme doit assurer l'employabilité grâce aux compétences dont il implique l'acquisition. De ce fait, cette hypothèse en écarte d'autres comme 1) celle du type « niveau de diplôme-emploi-spécialisation » qui mettrait l'accent sur la possibilité d'une spécialisation après embauche grâce au diplôme obtenu ; 2) celle du type « spécialisation-emploi-compétences plus larges », qui insiste sur la nécessité d'être avant tout formé sur une spécialité grâce à laquelle on sera embauché, et qui permet ensuite d'élargir le champ de ses compéten-

ces ; 3) celle enfin du type « métier-diplôme-emploi », qui pose que la formation doit être spécialisée sur un métier, auquel correspond un diplôme, et qui assure l'embauche à la clé. On comprend combien que l'orientation et la formation professionnelle des jeunes (et aussi celles tout au long de la vie) se situent au cœur des problématiques de l'action publique en ce qui concerne l'articulation formation-emploi.

L'hypothèse de la préférence pour la proximité géographique

Cette hypothèse pose que les élèves ont, dans leurs choix d'orientation, la tentation de privilégier les options de formation et donc aussi de voie professionnelle qui les conduisent le moins loin possible de là où ils vivent. Ainsi, quelles que soient les contraintes pesant ou non sur leurs choix, les élèves tendraient à choisir la proximité géographique au moment de leurs décisions d'orientation afin d'éviter l'éloignement vis-à-vis des parents, des amis et de leurs repères sociaux locaux.

Tableau 1

POINTS DE VUE CROISÉS DES ÉQUIPES PÉDAGOGIQUES ET RESPONSABLES SOCIOÉCONOMIQUES TERRITORIAUX SUR LES POSITIONS/OPINIONS SUPPOSÉES DES ACTEURS DE L'ORIENTATION

<p>À propos des...</p> <p>Catégorie d'acteurs</p>	<p>Professionnels de l'enseignement et de l'orientation scolaire (professeurs principaux, CIO, COP, chefs d'établissement)</p>	<p>Acteurs du territoire*</p>	<p>Responsables à la Région</p>
<p>Professionnels de l'enseignement et de l'orientation scolaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • l'outil PAM est une usine à gaz ; ça casse la dynamique « bassin d'emploi » de l'orientation • méconnaissance de ce qu'est la réalité • on a raté la réforme des COP de 2003 • certains COP sont des électrons libres • ça a été difficile pour les profs de prendre en compte autre chose que les notes avec PAM • les différentes structures d'aide à l'information et à l'orientation se superposent, ça fait du gaspillage d'argent public 	<ul style="list-style-type: none"> • de Paris on voit ça de haut alors que c'est complexe • le Rectorat a une vision générale mais pas territoriale et locale • on est sur le même champ d'activité (les Milo) mais on n'a pas la même approche (que l'EN et les établissements hors EN) • le lycée pro et les CIO sont sur des positions syndicales et pas sur une démarche de marché de l'emploi • les lycées sont en retard sur la réalité du monde de l'entreprise, même en local • il y a des baronnies dans le hors-scolaire (CFA...) • les lycées ont une approche comptable des orientations 	<ul style="list-style-type: none"> • l'offre de formation de l'EN est trop complexe • les décisions sont le fruit d'un lourd héritage historique (État centralisateur, grandes écoles et énarques aux commandes) • les discours sont divergents • les salons et forums, c'est la foire au lycéen et à l'étudiant • ils laissent croire aux gamins qu'ils pourront tous devenir cosmonautes ou océanographes • pour eux l'apprentissage, c'est envoyer les gosses pieds et poings liés au patronat • il y a des résistances personnelles du côté des COP • l'orientation n'a désormais pas d'autre fin qu'elle-même • l'EN est trop repliée sur elle-même, autoréférencée

* Dans le cadre de l'enquête en Dordogne, il s'agit de représentants d'agences ANPE, de missions locales, d'une maison de l'emploi, d'un bureau information jeunesse, d'une mission formation emploi, de l'espace économie emploi, du pôle relais insertion.

Tableau 1 (suite)

POINTS DE VUE CROISÉS DES ÉQUIPES PÉDAGOGIQUES ET RESPONSABLES SOCIOÉCONOMIQUES TERRITORIAUX SUR LES POSITIONS/OPINIONS SUPPOSÉES DES ACTEURS DE L'ORIENTATION

À propos des... / Catégorie d'acteurs	Professionnels de l'enseignement et de l'orientation scolaire (professeurs principaux, CIO, COP, chefs d'établissement)	Acteurs du territoire*	Responsables à la Région
Publics usagers, parents d'élèves**	<ul style="list-style-type: none"> ici, on a affaire à des communautés post-soixante-huitardes un peu attardées, bouddhistes ou qui cherchent le paradis même quand ils en ont les moyens, les parents n'aiment pas voir partir leurs enfants et les enfants ne veulent pas partir les enfants qui sont en filière agricole ont l'impression de ne pas être dans un circuit « normal » parfois les parents ne veulent pas d'une orientation professionnelle pour leurs enfants quand ils arrivent au lycée, ils ne se mettent pas facilement au travail parce qu'ils se sentent plus libres 	<ul style="list-style-type: none"> les usagers ne veulent pas faire d'effort les jeunes qui viennent sont « gavés de tout », détériorés, plus de désir, plus de faim (PRI) les jeunes répètent des « on dit » et ont des a priori 	<ul style="list-style-type: none"> les jeunes veulent faire des métiers sans savoir ce que c'est
Services publics de l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> ils insistent pour qu'on réfléchisse en termes de bassin d'emploi mais en fait, cela ne fonctionne que pour les moins diplômés 	<ul style="list-style-type: none"> les prestataires de service de l'ANPE ne sont pas efficaces 	
Employeurs	<ul style="list-style-type: none"> ils veulent qu'on raisonne comme en entreprise, ça ne nous correspond pas 	<ul style="list-style-type: none"> les patrons ne veulent plus former des jeunes, ils veulent des jeunes directement productifs et rentables on a toujours des a priori sur certains métiers, des « on dit » sur l'offre et la demande (et on les transmet sans le vouloir aux publics) 	<ul style="list-style-type: none"> ils aiment peu l'Éducation nationale pour eux, les programmes scolaires sont périmés et n'apprennent rien pour eux, les profs sont tous des gauchistes ils veulent des formations ad hoc tout de suite juste le temps de recruter les gens dont ils ont besoin

** Par parents d'élèves, il faut ici entendre la catégorie générique et non pas les associations ou fédérations organisées (comme la FCPE, la PEEP ou l'APEL).

Source : Berthet *et al.* 2008.

1.2. Les facteurs influant sur les opinions, préférences et choix d'orientation

En s'arrêtant sur les opinions recueillies auprès de l'échantillon périgourdin sur les facteurs intervenant dans les choix et préférences des élèves, on cherche à montrer à la fois certaines spécificités de l'enquête en Dordogne et la complexité de la structuration des opinions des élèves en matière d'orientation scolaire.

Taux de satisfaction, idée du métier, valeur du diplôme : un échantillon local original ?

En tout premier lieu, on a pu constater que 74,2 % des élèves enquêtés s'estiment satisfaits de leur orientation actuelle, ce qui, comparé aux résultats de l'enquête pour la DGESCO (taux de satisfaction = 80,4 %), est plus faible. Il faut surtout noter la différence importante entre les deux enquêtes en ce qui concerne la satisfaction des élèves de 3^{ème} G et 2^{nde} GT, très élevée au niveau national (81,5 %) et de 71,3 % dans l'échantillon périgourdin. On constate de plus une inversion entre la plus grande satisfaction en voie générale qu'en voie professionnelle observée au niveau national, et l'échantillon périgourdin où la voie professionnelle compte 77,9 % de satisfaits contre 72,9 % en voie générale.

Par ailleurs, les élèves de Dordogne sont 53 % à déclarer avoir une idée précise du métier qu'ils souhaitent exercer plus tard ; 29,7 % n'ont qu'une idée du domaine et seulement 14,7 % n'en ont aucune idée. En comptabilisant les non-réponses, on peut donc conclure que 82,7 % des élèves enquêtés ont une idée de leur devenir professionnel. Les chiffres de l'enquête DGESCO sont supérieurs (88 % ont une idée de métier ou de domaine), mais ils incluent des élèves de terminale G et T *a priori* plus âgés et davantage pressés de formuler de tels vœux. On pourrait supposer alors qu'avec un tel échantillon la moyenne des réponses positives augmente nécessairement. Or c'est l'inverse qui se produit, puisque le rapport DGESCO montre clairement que les élèves de 3^{ème} sont plus nombreux à avoir une idée précise de leur métier que les élèves de 2^{nde} ou de terminale. Aussi l'écart entre les résultats de l'enquête en Dordogne et ceux de l'enquête nationale est-il encore plus important. On en déduit donc que les élèves enquêtés en Dordogne sont nettement moins nombreux que d'autres à avoir une idée de leur devenir professionnel.

Si 53 % des élèves enquêtés ont une idée précise du métier qu'ils souhaitent exercer plus tard, cette donnée cache une différence importante entre les garçons qui savent précisément quel métier exercer à 58 % (dont 66,2 % hors EN et 54,2 % EN), contre seulement 47,9 % des filles. La distinction EN/hors EN joue aussi puisque 58 % des élèves hors EN ont une idée précise contre 50,4 % des élèves EN. La connaissance du domaine dans lequel ils veulent travailler se retrouve chez 29,7 % des enquêtés. On constate que les filles sont plus nombreuses que les garçons à avoir une idée de ce domaine, ce qui équilibre alors le rapport entre les genres du point de vue d'une connaissance de leur devenir professionnel (métier ou domaine), puisque alors les garçons sont 85,1% à en voir une idée contre 80,4 % des filles. Enfin sur les 14,7 % des élèves enquêtés qui n'ont aucune idée du métier ni du domaine, les filles et les élèves de l'EN sont proportionnellement un peu plus nombreux que les garçons et les élèves hors EN.

Enfin, pris entre une double injonction (avoir un diplôme qui donne des compétences suffisamment larges pour changer de spécialité si besoin, c'est-à-dire s'adapter au marché du travail mais surtout à l'entreprise, et parallèlement avoir les compétences recherchées par l'employeur), il apparaît que pour la majorité des élèves, en particulier ceux de la voie professionnelle, le bon diplôme est celui qui donne les compétences dont l'entreprise a besoin, et pas forcément le plus haut diplôme possible.

Au vu de ces résultats, il fallait chercher également à comprendre les éléments (acteurs, lieux, moments) qui influençaient les élèves dans leurs opinions et leur choix d'orientation. La famille, les amis, les professionnels de l'orientation, les personnels enseignants, les membres de la direction des établissements, les médias, etc., constituent autant de sources d'information ou de conseil dans le processus de formulation d'une demande. Les réponses des élèves sont prises, à l'instar des extraits d'entretien reproduits précédemment, comme des représentations, autrement dit l'avis des élèves sur tel ou tel point. Ainsi les réponses aux questions concernant, par exemple, le soutien apporté par la famille ou les amis ne reflètent que la perception qu'en ont les élèves interrogés et qu'ils veulent bien en donner dans le cadre d'une enquête. À aucun moment on ne pourrait scientifiquement déduire de la *perception* majoritaire que les chefs d'établissement n'ont été d'aucune aide ou d'aucun soutien, le *fait* que les chefs d'établissement ne sont réellement d'aucune aide ou d'aucun soutien. Ces données permettent donc surtout de percevoir plus clairement comment se structurent les opinions des élèves en matière d'orientation.

La diversité des sources d'information à propos du métier choisi

Sur les 353 questionnaires recueillis, seuls 187 provenaient d'élèves ayant une idée précise du métier qu'ils souhaitent exercer et qui, par conséquent, pouvaient renseigner les questions à propos des sources d'information sur le métier choisi. Sur cette proportion restreinte, 47,8 % des réponses ciblent les médias (journaux, télé, radio), avec une différence marquée entre les élèves de la voie générale (52,5 %) et ceux de la voie professionnelle (37,5 %). 23,2 % (26,5 % dans l'EN et 16,4 % hors EN) évoquent le centre de documentation et d'information (CDI) ou la bibliothèque au sein de l'établissement. Les filles optent pour cette réponse un peu plus fréquemment que les garçons. Enfin, la troisième proposition la plus retenue est celle du COP à hauteur de 19,7 %, avec une forte différence entre les élèves hors de l'EN (28,4 %) et ceux dans l'EN (15,4 %), de même qu'entre la voie générale (16,6 %) et la voie professionnelle (26,6 %). Les propositions restantes (« un enseignant », « le CPE » ou « le proviseur ») représentent respectivement 7,4 %, 1 % et 1 % des réponses, correspondant à des effectifs trop réduits pour être analysés plus en détail. Ces données précisent ainsi l'importance du rôle ressenti par les élèves dans leur parcours scolaire, en particulier pour ceux de la voie professionnelle. Plus largement, c'est l'ensemble des personnels de l'établissement (COP, CDI, enseignants, CPE, directeur-proviseur) qui regroupe la majeure partie des réponses des élèves de la voie professionnelle (62,5 %) alors qu'il représente 47,5 % pour ceux de la voie générale.

Comme autre pourvoyeur d'information aidant à la constitution de choix d'orientation, certains élèves évoquent des proches exerçant le métier : pour 15,1 % (sur 238 questionnaires exploitables), ce sont les parents, 14,3 % les oncles et tantes, 8,8 % les cousins, 5,9 % les grands-parents et 3,8 % les frères et sœurs. Mais la catégorie la plus

fréquemment citée est celle des amis de la famille (19,3 %), dont on peut estimer qu'elle constitue un vivier plus important en taille que la seule famille. Les amis personnels sont également fréquemment cités (15,5 %).

On ne constate pas de différence significative entre voies d'orientation et genres, si ce n'est le taux de réponse sur les amis personnels plus élevé en voie professionnelle (21,1 % contre 13,2 % en voie générale), et une particularité des filles de cette même voie pour qui les deux réponses les plus données sont d'abord les parents (26,1 % contre 12,7 % en voie générale) puis les amis personnels (21,7 % contre 12,7 % en voie générale). En dépit de la taille réduite de l'échantillon exploitable et des défauts de paramétrage du questionnaire (permettant entre autres plusieurs réponses à une même question), il est possible de constater la diffusion du nombre de cas où un proche exerce (ou a exercé) le métier souhaité par l'élève.

13,6 % des enquêtés déclarent que leur père ou leur mère a suivi les études qu'ils envisagent, 4,5 % leurs grands-parents, 11 % leurs frères et sœurs, 18,7 % des oncles et tantes, 21,5 % des cousins. « Les amis de la famille » constituent 23,8 % des réponses, mais le score le plus important concerne les amis personnels, pour 32,9 % des élèves enquêtés. 11% répondent leurs voisins et 8,5% des connaissances en clubs ou associations. Encore une fois, les élèves de la voie professionnelle se distinguent nettement de ceux de la voie générale puisque 53,7 % d'entre eux précisent avoir dans leurs amis personnels quelqu'un ayant suivi les études souhaitées (contre 25 %). D'une certaine façon, cette morphologie des réponses tendrait à indiquer que l'imitation des pairs du même âge (mimétisme générationnel) peut être une raison valide d'explication des choix d'orientation pour les élèves de la voie professionnelle : en effet, 53,7 % de ceux-ci répondent qu'un ami personnel suit ou a suivi la même formation, avec un résultat de 62,8 % même chez les filles.

Origine des aides dans les choix effectués

De manière générale, 63,5 % des élèves estiment avoir été aidés dans leurs choix par leurs parents, leur réponse la plus fréquente. Viennent ensuite les professeurs principaux à 33,4 %, les COP à 28 %, les amis à 27,5 %, les journées portes ouvertes à 19,8 %, et les stages en entreprise à 17,6 %. Les médias ne font l'objet que de 12,5 % de réponses positives, les chefs d'établissement 5,7 % et les CPE 2,5 %. Plus en détail, il apparaît que les parents, les amis et les médias (journaux, télé, radio) ont été davantage des aides pour les élèves de la voie générale que pour ceux de la voie professionnelle. Inversement, les COP et les journées portes ouvertes font l'objet d'une plus grande proportion de réponses chez les élèves de la voie professionnelle. On peut en conclure que l'environnement proche et l'entourage sont davantage perçus comme des aides par les élèves de la voie générale (70,5 % déclarent que leurs parents leur ont apporté une aide, contre seulement 44 % en voie professionnelle), tandis que les professionnels et les dispositifs d'orientation sont davantage mis en avant par les élèves de la voie professionnelle.

Les réponses des filles confortent largement les conclusions précédentes, et accentuent même les différences entre voie professionnelle et voie générale : la perception d'une aide apportée par les proches (parents, amis) est très supérieure en voie générale (72,1 % pour les parents, contre 38,2 % seulement en voie professionnelle), et inversement c'est en voie professionnelle que les filles déclarent davantage, parfois avec un écart consi-

dérable, que les professeurs principaux (à 55,9 % contre 34,1 % en voie générale) et les COP (44,1 % contre 32,2 % en voie générale) leur ont apporté de l'aide dans leur choix d'orientation. C'est également auprès d'elles que les chefs d'établissement sont le plus mentionnés (par 11,8 % des élèves, contre seulement 5,4 % en voie générale).

Les réponses des garçons sont structurées de la même manière, la majorité déclarant que leurs parents leur ont apporté une aide, avec cependant une proportion de réponses signalant une aide des amis supérieure, à égalité avec l'aide des professeurs principaux, devant les COP. Lorsqu'on prend en compte la distinction entre voies générale et professionnelle, les mêmes écarts que pour les filles se retrouvent, sauf pour l'aide des professeurs principaux, qui est davantage présente en voie générale qu'en voie professionnelle.

En bref, on retiendra que l'aide la plus souvent mentionnée par l'ensemble des enquêtés est celle des parents, puis dans des proportions équivalentes, celles des professeurs principaux, des COP et des amis. De plus, de fortes différences entre voies générale et professionnelle révèlent que l'environnement proche (parents, amis, médias) est une source d'aide plus souvent mentionnée par les élèves de la voie générale, et que les professionnels de l'orientation (professeurs principaux, COP) le sont davantage par les élèves de la voie professionnelle.

Fréquence des discussions avec les proches sur l'avenir professionnel

Les discussions avec les parents sont plus ou moins fréquentes pour 84,4 % des élèves, tandis que 12,2 % estiment avoir rarement ce genre de discussion, et 3,4 % jamais. La seule différence se situe entre garçons et filles, puisque 11,1 % des filles répondent avoir rarement ou jamais cette discussion, alors que les garçons sont 19,6 % à avoir ce sentiment. Ici, les proportions sont les mêmes en voie générale et professionnelle. En revanche, la perception de la fréquence de ces discussions avec les amis est différente : 68,9 % estiment en avoir plus ou moins fréquemment, 22,9 % rarement, et 8,2 % jamais. Ici, c'est entre élèves EN et hors EN qu'un écart se creuse : 33,7% des élèves EN n'ont que rarement ou jamais de discussion avec leurs amis au sujet de leur avenir professionnel, alors que seulement 26 % des élèves hors EN le déclarent. En général, on constate que les élèves discutent plus souvent de leur avenir professionnel avec leurs parents qu'avec leurs amis, mais plus les filles que les garçons. Les élèves hors EN en discutent plus souvent avec leurs amis que les élèves EN, sans pour autant en discuter moins avec leurs parents.

Opinion sur les professeurs

La représentation que les élèves se font de leurs professeurs est globalement la même chez les garçons et les filles et dans chacune des voies d'orientation. En revanche, les variations sont importantes selon que les élèves sont dans l'EN ou hors de l'EN. La hiérarchie des représentations s'en trouve même modifiée : pour les élèves de l'EN, les professeurs sont avant tout présents pour leur apprendre à comprendre (39,2 % contre 30,7 %), dans une relation de proximité assez forte que confirme le faible taux de réponses à la proposition « porteurs de connaissance », qui tend à écarter l'idée d'une relation étroite entre professeurs et élèves. En revanche, pour les élèves hors EN, c'est la dimension d'enseignant et d'adulte porteur de connaissance qui constitue le cœur de leur représentation des professeurs. La caractérisation de leurs professeurs comme

fonctionnaires représente 19,4 % des réponses, avec une faible différence entre voie générale (18,5 %) et voie professionnelle (21,7 %). L'idée que les professeurs sont des gens qui ont de l'autorité est quasiment absente des résultats (0,5 %). Enfin la proposition selon laquelle les professeurs sont des proches recueille 23,3 % des réponses, avec à nouveau une forte différence entre EN (26,7 %) et hors EN (16,1 %).

Opinion sur les conseils, aides et soutiens reçus

Si 17,8 % des répondants estiment avoir été mal informés sur les choix possibles, cette donnée masque une différence importante entre les élèves de la voie générale (14,7 %) et ceux de la voie professionnelle (26,3 %). Chez ces derniers, ce sentiment se révèle encore plus répandu chez les filles (29,4 %). Par ailleurs, 13 % des élèves considèrent que « le conseil de classe a été injuste » dans leur cas, avec à nouveau un sentiment plus répandu en voie professionnelle, et plus encore chez les filles, qui sont plus de 20 % (contre 10 % environ en voie générale). Chez les garçons, il semble que ce soit l'inverse, puisque ceux de la voie générale (13,4 %) sont plus nombreux à considérer que le conseil de classe a été injuste envers eux que ceux de la voie professionnelle (11,5 %). 63,2 % des élèves enquêtés sont d'accord avec la proposition « Les enseignants m'ont soutenu dans mes choix », mais ils sont plus nombreux en voie professionnelle (68,4 % contre 61,2 %). En revanche, si 68,2 % des filles de la voie générale déclarent que les enseignants les ont soutenues dans leur choix, seules 52,9 % des filles de la voie professionnelle pensent de même. Mais c'est l'inverse chez les garçons, 77 % des élèves de la voie professionnelle sont d'accord avec cette proposition contre 54,3 % seulement en voie générale. À la proposition « Les enseignants ne m'ont pas aidé à choisir », ils sont 23,8 % à répondre par l'affirmative dans des proportions équivalentes quelle que soit la voie. En revanche, la même inversion que précédemment se retrouve entre genre au sein de chaque voie : les filles de la voie professionnelle sont d'accord à 38,2 %, celles de la voie générale à 21,7 % ; les garçons de la voie générale sont d'accord à 24,4 % contre 18 % en voie professionnelle.

79,6 % des élèves déclarent être d'accord avec la proposition « Mes parents m'ont soutenu dans mes choix ». Or, si les résultats sont similaires entre voies, c'est, une fois de plus, 86 % des filles de la voie générale qui sont d'accord contre seulement 73,5 % des filles de la voie professionnelle ; inversement, les garçons de la voie professionnelle acquiescent à 82 % contre seulement 73,2 % en voie générale. En termes d'insatisfaction à l'égard de l'aide apportée par les parents (« Mes parents ne m'ont pas assez aidé à choisir »), un écart entre voie générale (4,3 %) et voie professionnelle (14,7 %) se fait ici aussi sentir.

Enfin, 74,2 % des élèves enquêtés se déclarent satisfaits de leur orientation actuelle, mais contrairement aux représentations sociales valorisant la voie générale, on constate que 77,9 % des élèves de la voie professionnelle ont ce sentiment, contre seulement 72,9 % en voie générale. Les garçons sont satisfaits à 76,6 %, avec un écart fort entre voie professionnelle (83,6 %) et voie générale (73,2 %), les filles sont satisfaites à 71,2 %, mais elles le sont moins en voie professionnelle (67,6 %) qu'en voie générale (72,1 %).

Ainsi, des écarts importants et persistants marquent les réponses aux questions sur la satisfaction à l'égard des aides reçues (ou non). Tout d'abord, il apparaît que si les garçons de la voie générale sont globalement satisfaits, ils le sont moins que ceux de la voie

professionnelle. Ensuite, les filles de la voie professionnelle sont globalement satisfaites, mais moins que les garçons de la voie professionnelle et que les filles de la voie générale. Une distinction apparaît aussi entre le fait de se sentir soutenu et aidé par les professeurs ou les parents, puisque des écarts significatifs apparaissent dans les réponses aux deux questions. Ainsi les garçons de la voie générale estiment avoir été aidés par leurs professeurs à 76 % mais soutenus seulement à 54,3 %. Enfin, ces attitudes incitent à penser que les garçons de la voie professionnelle principalement et, de manière moins nette, les filles de la voie générale, sont en situation d'une orientation choisie, tandis que les garçons de la voie générale et plus encore les filles de la voie professionnelle seraient en situation d'orientation subie.

Choix de l'enseignement de spécialité en voie professionnelle

43,2 % des élèves expliquent leur choix de spécialité en voie professionnelle par la nécessité d'obtenir un diplôme professionnalisant pour exercer le métier qu'ils ont choisi. La deuxième raison invoquée est à 29,5 % l'intérêt pour les matières enseignées dans le programme. Ces deux résultats sont cohérents et évidemment liés. Les autres possibilités de réponse ne sont que peu choisies. Plus ou moins 15 % des élèves déclarent que cette spécialité est plus conforme à leurs résultats, ou que leurs parents leur ont conseillé de suivre cette voie, ou encore que cette formation est utile pour en suivre une autre par la suite. Les filles répondent d'abord que l'intérêt pour la spécialité se situe à l'origine de leur choix (à 44,1 %) alors que les garçons répondent à 52,5 % que leur choix était motivé par la nécessité d'obtenir le diplôme afin d'exercer le métier choisi. Les parents apparaissent assez peu dans les résultats (16,8 %). Pour les élèves de la voie professionnelle, la nécessité d'obtenir un diplôme idoine pour exercer le métier souhaité est plus souvent avancée que l'intérêt pour les enseignements chez les garçons.

Après avoir passé en revue les principales idées régulièrement émises au sujet des choix d'orientation des élèves et examiné les sources d'influence pesant sur ces mêmes choix, il convient à présent d'examiner en détail les réponses données dans les différentes classes au questionnaire. Cela permettra de dégager certaines observations inédites et de fournir des éléments intéressants d'analyse des comportements d'orientation dans le secondaire.

QUELQUES CARACTÉRISTIQUES SOCIALES DE L'ÉCHANTILLON PÉRIGOURDIN

Les origines socioprofessionnelles des effectifs enquêtés sont assez caractéristiques des zones d'emploi dans lesquelles se situent les établissements étudiés. 7,1 % des pères sont et 2,3 % des mères sont agriculteurs. On trouve une proportion assez élevée de mères déclarées inactives ou au chômage (23,8 %) et 42,2 % exerçant la profession d'employée. Les indépendants (agriculteurs, artisans et commerçants) et les cadres ne sont représentés au total que par 13,1 % des mères d'élèves enquêtés. En comparaison, les chiffres au niveau national indiquent une proportion de mères inactives ou au chômage de seulement 16 %, pour une proportion de mères appartenant aux indépendants et cadres de 15,7 %. On trouve beaucoup plus de mères inactives ou au chômage en voie professionnelle (35,8 % contre 19,4 % en voie générale). La proportion de mères appartenant aux PCS supérieures et intermédiaires (artisans, cadres, professions intermédiaires) est quant à elle beaucoup plus élevée en voie générale (7,6 %) qu'en voie professionnelle (3,5 %).

Du côté des pères, la répartition des PCS est assez différente de celle observée dans le rapport du Céreq pour la DGESCO sur la valeur du diplôme (Grelet et Romani 2007) : les indépendants (agriculteurs et artisans commerçants) représentent 22,1 % contre 17,3 % au niveau national, les cadres sont beaucoup moins représentés (7,1 % contre 12,1 %), tout comme les professions intermédiaires (8,8 % contre 12,5 %) et les ouvriers (25,8 % contre 31,1 %). Les employés, en revanche, sont en plus grande proportion (15,6 % contre 11,5 %) mais ce sont surtout les pères déclarés chômeurs et inactifs qui sont surreprésentés, puisqu'ils sont 17,6 % contre 6,9 % dans le rapport DGESCO. Si l'on regroupe les catégories en deux ensembles, l'un des PCS supérieures et intermédiaires (indépendants, cadres et professions intermédiaires), l'autre des PCS inférieures (employés, ouvriers, inactifs), l'échantillon enquêté révèle la répartition : 38 % de pères appartenant aux premières et 59 % aux secondes (contre respectivement 41,9 %, et 49,5 % dans le rapport DGESCO).

L'étude du niveau de diplôme des parents se révèle plus difficile dans la mesure où on obtient 51,3 % de non-réponses pour celui de la mère et 57,2 % pour celui du père, par ignorance ou par volonté de ne pas répondre, notamment dans les classes les moins valorisées (maisons familiales et rurales (MFR), 3^{ème} à option technologique) alors même que l'on note une haute fréquence des discussions au sujet de l'orientation avec les parents.

Concernant les réponses renseignées, les diplômes les plus élevés (niveaux IV et III), père et mère confondus, sont en moyenne deux fois plus fréquents en voie générale (13,2 % des réponses) qu'en voie professionnelle (6,3 %) et en EN (13,1 % des réponses) que hors EN (7,8 %).

Enfin, 61,8 % des enquêtés vivent avec leurs deux parents, ce qui est un peu moins que dans le rapport DGESCO (64,1 %). La différence semble relativement importante entre voie générale (65,5 %) et voie professionnelle (51,6 %), mais dans cette dernière voie, 5,3 % vivent déjà en couple. Si l'on cumule les situations de vie avec les deux parents ou en famille recomposée, et qu'on soustrait ceux qui vivent déjà en couple, l'écart s'amenuise : on compte 74 % de vie avec les deux parents ou en famille recomposée, pour la voie générale, et 69 % pour la voie professionnelle. Par ailleurs, les élèves enquêtés sont plus nombreux qu'au niveau national à vivre avec un parent seul (19,5 % contre 15,1 %). Concernant le nombre de frères et sœurs, 8,2 % disent n'en avoir aucun, et 44,5 % en avoir un ou une, ce qui est plus élevé que dans l'échantillon DGESCO. Inversement, ils sont moins nombreux à avoir deux frères et sœurs (24,6 % contre 31,3 % dans le rapport DGESCO), et moins nombreux aussi à avoir trois frères et sœurs ou plus (19 % contre 23 %). Les familles de plus de 4 frères et sœurs sont plus nombreuses hors EN (23,5 %) qu'en EN (16,6 %).

2 | La remise en cause par les élèves d'idées reçues sur l'orientation

La passation d'un questionnaire auprès d'un échantillon d'élèves périgourdins a permis de confronter les représentations en matière d'orientation de ces derniers avec les images de sens commun véhiculées par les autres catégories d'acteurs concernés dans les équipes pédagogiques ou parmi les acteurs économiques locaux. Il en ressort quelques oppositions et observations qui questionnent les choix d'orientation.

2.1. Les opinions des élèves au regard des représentations des professionnels : enjeux, oppositions, points communs

Les données recueillies au niveau national donnent trois indications majeures : la première concerne l'optimisme majoritaire des enquêtés (80,1 %) ; la seconde indication est relative au plus grand optimisme observé en voie professionnelle qu'en voie générale ; la troisième montre nettement la plus grande confiance en l'avenir des élèves hors EN que des élèves EN. Ces différences peuvent s'expliquer par la plus grande proximité au monde de l'entreprise dont bénéficient les élèves au sein de la filière professionnelle ou des formations hors EN (contenu des formations, intervenants professionnels, stages). En effet, celle-ci peut expliquer la faible inquiétude quant à l'avenir professionnel, soit par une meilleure connaissance et expérience du milieu professionnel, soit du fait des formations plus courtes réduisant l'incertitude. Au sein de l'échantillon enquêté en Dordogne, on retrouve les mêmes écarts entre voies générale et professionnelle et entre formations EN et hors EN, toujours avec un plus grand optimisme dans les seconds cas. Cependant, le niveau général d'optimisme est inférieur au niveau national, de 2,5 à 3 points environ (77,9 % en moyenne pour tout l'échantillon dans notre enquête contre 80,1 % dans le rapport pour la DGESCO). Il faut remarquer derrière ces moyennes sans distinction de genre l'écart de presque 10 points qui sépare le pourcentage de réponses optimistes des garçons (82,4%) de celui des filles (72,6%).

Par ailleurs, on a pu constater que 28,9 % des enquêtés préféreraient travailler dans la fonction publique (contre 17,8 % dans le secteur privé) et 28,6 % se mettre à leur compte. La préférence pour la fonction publique est plus fréquente chez les filles (41,7 %) que chez les garçons (18,1 %) et reste similaire dans les deux voies. Le choix de travailler en entreprise est deux fois plus important chez les garçons, qui le formulent pour 22,9 % d'entre eux, contre seulement 11 % chez les filles. Le désir de se mettre à son compte est beaucoup plus fréquent en voie professionnelle (37,9 %) qu'en voie générale (25,2 %). Les réponses « Autre » sont avant tout le fait d'élèves de la voie générale (20,9 % contre 7,9 %). L'attrait pour la fonction publique et le choix d'être indépendant sont donc les deux réponses les plus formulées. Cependant, le choix de se mettre à son compte avec l'orientation en voie professionnelle ne sont pas forcément liés puisque les filles de la voie professionnelle privilégient à 44,1 % la fonction publique (contre 35,3 % pour s'installer à son compte) ; parallèlement, les garçons de la voie professionnelle choisissent en deuxième position la fonction publique, qui n'est que troisième chez les garçons de la voie générale. La distinction structurante est donc la question du genre. En effet, les filles expriment une nette préférence pour la fonction publique (41,7 %),

contre 25,2 % à l'indépendance et seulement 11 % au travail en entreprise, alors que les garçons, souhaiteraient d'abord se mettre à leur compte (31,9 %) avant de travailler en entreprise (22,9 %) ou dans la fonction publique (18,1 %).

Au-delà de ces données qui peuvent surprendre, il convient à présent de se pencher sur les enjeux qui ont été présentés précédemment et qui ont servi d'hypothèses à tester. Celles-ci se répartissent en trois catégories : les hypothèses validées, celles laissées pour l'instant en suspens faute de données de comparaison suffisantes et celles invalidées par les réponses des élèves.

Triptyque « diplôme-compétences-emploi » : une hypothèse validée

Les élèves pensent en effet qu'il faut avoir des compétences suffisamment larges pour pouvoir changer de spécialité, mais ils restent conscients que l'employeur ne cherche que les compétences dont l'entreprise a besoin. Autrement dit, les élèves enquêtés raisonnent plus en termes de domaine de spécialisation au cours de la formation – ce qui ne renvoie pas nécessairement à une logique de diplôme – qu'en termes de métier. Leur credo pourrait être : « spécialiste mais pas trop ! », de façon à pouvoir s'adapter aux fluctuations du marché du travail et aux besoins de l'entreprise tout en convainquant les employeurs qu'ils ont aussi des compétences spécialisées. Le même constat est fait dans l'enquête Céreq pour la DGESCO de niveau national. Ainsi, la représentation du rapport entre diplôme, compétences et emploi est pensée par les élèves de manière fonctionnaliste : l'obtention du diplôme a pour fonction l'obtention de compétences qui visent elles-mêmes l'obtention d'un emploi ; le choix du diplôme se fait cependant avant tout selon des critères d'intérêt pour la spécialité, ce qui est une attente forte aussi du métier projeté. Le diplôme et la formation sont donc pensés aussi par les élèves en termes de contraintes et de logiques économiques.

Mimétisme générationnel, centralité des professeurs principaux et information inadéquate : trois hypothèses en suspens...

La carte des formations évoluant fréquemment, et créant ainsi de nouvelles opportunités ou en fermant d'autres empruntées par les générations précédentes, ainsi que la structure économique locale créent des biais dans le test de l'hypothèse du mimétisme générationnel. En fait, l'enquête en Dordogne montre que ce phénomène touche uniquement les élèves de la voie professionnelle, et davantage encore les filles. Il faudrait descendre d'un niveau dans l'analyse pour justifier solidement un phénomène *générationnel*, en prenant justement en compte, par exemple, les effets possibles de la carte de formation. Les effectifs trop restreints dans cette enquête ne permettent pas d'autre conclusion. Au niveau national, en revanche, on observe un élément de confirmation possible de l'hypothèse du mimétisme générationnel pour les élèves de la voie professionnelle, puisque 42,8 % d'entre eux déclarent qu'un ami personnel suit les mêmes études (ce mimétisme n'est pas confirmé pour la question du métier car seulement 21,2 % déclarent qu'un ami personnel exerce le même métier que celui qu'ils projettent).

Ensuite, trop peu d'éléments permettraient de valider avec fermeté l'hypothèse de la centralité des professeurs principaux. À la question de savoir si oui ou non tel acteur les a aidés dans leurs choix de parcours, deux élèves sur trois ne choisissent pas la réponse

« professeur principal ». Si l'on distingue par le genre et la voie de formation des individus interrogés, les résultats sont différents. Une élève sur trois en voie générale considère avoir été aidée par son professeur principal contre plus d'une élève sur deux de la voie professionnelle (55,9 %). Pour ces dernières, c'est même la première catégorie qui est mentionnée, devant les parents (38,2 %). À l'inverse, cette hypothèse peut être invalidée pour les garçons de la voie professionnelle, qui ne sont que 21,3 % à déclarer que leur professeur principal a été une aide (contre 33,1 %). Affinant encore le regard, au risque de se focaliser sur des effectifs trop peu significatifs, les élèves de 3^{ème} G, encore peu soumis à des choix importants d'orientation (enquêtés aux mois de novembre et décembre, soit avant le premier conseil de classe et avant beaucoup de rencontres parents-professeurs) et les garçons en général, ne mentionnent que très peu leurs professeurs principaux. Ainsi les filles de 3^{ème} G ne répondent « oui » qu'à 23,1 %, alors que les filles de 2^{nde} GT, par exemple, sont 45,3 %, soit presque une sur deux, et celle de BEP Terminale 62,5 % à estimer que leur professeur principal les a aidées dans leur choix. La comparaison avec le niveau national pose plusieurs difficultés : dans l'analyse tout d'abord, puisque la distinction de genre n'y est pas opérée, puis dans les résultats, car on trouve des répartitions différentes. Si effectivement le professeur principal est là aussi moins considéré comme une aide dans les choix en voie professionnelle qu'en voie générale, ce sont davantage les élèves de 3^{ème} G que ceux de 2^{nde} GT qui le mentionnent.

Enfin, l'enquête menée en Dordogne ne peut pas (in)valider l'hypothèse d'une information inadéquate et permet simplement d'apporter un éclairage sur le sentiment des élèves quant au fait d'avoir ou non été mal informés (trop faible ou mal adaptée à leurs attentes). Or de ce point de vue, 17,8 % des élèves de l'échantillon périgourdin estiment l'avoir été. Ce chiffre cependant est trompeur puisqu'il intègre les élèves de 3^{ème} G qui n'ont encore eu que très peu à s'informer au moment de l'enquête et qui sont 7,6 % à faire cette réponse. Les plus nombreux à répondre par l'affirmative à cette question sont les élèves de 2^{nde} GT (22,2 %) et les élèves de la voie professionnelle (26,3 %). Le maximum est atteint par les filles de la voie professionnelle qui sont 29,4 % à choisir cette réponse. Au niveau national, on retrouve globalement les mêmes résultats, avec des réponses oscillant entre 20 % et 28 % selon les voies (20,2 % en 2^{nde} G et jusqu'à 28,1 % en CAP/BEP dans l'EN).

Une majorité d'hypothèses invalidées par l'enquête

L'une des dimensions les plus intéressantes des réponses aux questionnaires touche au fait que les représentations les plus récurrentes dans les discours des acteurs de l'orientation sont contredites par la parole des élèves enquêtés en Dordogne.

- ***Des COP utiles, surtout pour la voie professionnelle***

C'est dans la voie professionnelle que les COP sont le plus souvent mentionnés comme ayant aidé aux choix dans le parcours de formation : pour plus d'un élève, mais surtout pour 44,1 % des filles, soit la seconde réponse, avant les parents et après les professeurs principaux. Pour les garçons, les COP sont retenus par 31,1 % d'entre eux, ce qui représente leur second choix après les parents et avant les professeurs principaux. Genres confondus, pour 44 % des élèves de BEP 1, les COP ont même été des aides dans leur parcours, c'est-à-dire à hauteur égale avec leurs parents. Par ailleurs, lorsqu'on demande aux élèves des différentes catégories comment ils ont eu connaissance du métier qu'ils

projetent, les COP représentent 26,6 % des réponses en voie professionnelle contre 16,5 % en voie générale. C'est même la deuxième réponse la plus fréquente après les médias à la maison (37,5 %). L'hypothèse de l'inutilité des COP apparaît donc clairement invalidée pour les élèves de la voie professionnelle. Concernant les élèves de la voie générale, si les réponses donnent aux COP un rôle de moindre importance, elles ne permettent aucunement de conclure à leur inutilité dans les représentations qu'en ont les élèves. Ainsi, un élève sur quatre estime que le COP l'a aidé dans les choix de parcours. Au niveau national, même si la différence entre voies de formation est moins marquée, les résultats sont eux aussi (et même plus) défavorables à cette hypothèse puisque 27,8 % des élèves enquêtés répondent que le COP les a aidés.

- ***L'absence de reproduction parentale***

Qu'au terme de leur parcours scolaire les élèves, finalement, aient suivi la même voie d'orientation que leurs parents, ou qu'ils exercent la même profession, ou appartiennent à la même PCS, sont des éléments que nous n'avons pu étudier pleinement, mais sur lesquels le rapport Céreq pour la DGESCO fournit certains enseignements. Lorsque l'on élargit la famille aux frères et sœurs, oncles et tantes et cousins, s'intéressant alors à l'hypothèse de la reproduction *familiale*, on constate qu'un élève sur cinq a au moins un cousin suivant ou ayant suivi la même formation que lui. C'est là le résultat le plus favorable à l'hypothèse de la reproduction familiale. En revanche, ce qu'on peut tirer de notre échantillon, c'est que le métier et les études projetés ne témoignent pas d'une reproduction du modèle *parental*. L'(in)validation n'est pas totale puisque si les élèves répondant qu'un parent a suivi la même formation ne sont pas les mêmes élèves que ceux répondant qu'un oncle ou une tante a suivi la même formation, qui eux-mêmes ne sont pas ceux qui répondent que leurs cousins ont suivi cette formation, alors ce seraient au total près de 70 % des élèves qui suivraient la même formation qu'un membre de leur famille. On ne peut malheureusement savoir si ce ne sont pas à chaque fois les mêmes élèves. Au niveau national, les mêmes difficultés méthodologiques se retrouvent.

- ***La relativisation du pouvoir d'injonction parental***

Cette hypothèse ne se retrouve pas dans les réponses des élèves enquêtés. Autrement dit, ces derniers ne considèrent pas que leurs parents soient souverains en ce qui concerne leur orientation. Rien ne dit que ce ne soit pas effectivement le cas, et que les élèves en aient ou en donnent délibérément une fausse image. De manière plus précise, il faut distinguer entre genre et voies de formation. En effet, les filles de la voie générale déclarent avoir été aidées par leurs parents dans leur parcours à 72,1 %, avoir été soutenues par eux à 86 %, avoir été suffisamment aidées par eux dans leurs choix à 95,3 % et enfin, 89,9 % à déclarer discuter fréquemment ou parfois avec leurs parents de leur avenir professionnel. Le rapprochement de ces données indique clairement qu'il y a pour les filles de la voie générale, et surtout d'après elles, une *omniprésence* des parents sur les questions d'orientation. Est-ce suffisant pour dire qu'ils sont finalement ceux qui décident pour elles ou les influencent en amont de la formulation de la demande de manière telle qu'ils sont les réels décideurs ? On ne peut tirer une conclusion aussi tranchée, mais seulement constater que les élèves de cette catégorie, dans une écrasante majorité, ont de leurs parents l'image de personnes influentes sur leurs choix, bien davantage que pour les élèves des autres catégories. Cependant, pour les élèves de la voie professionnelle, cela ne signifie pas qu'au moment de la décision ce ne soit pas les parents qui finalement choisissent, faisant montre alors d'un réel pouvoir. Les résultats de l'enquête

apportent quelques enseignements : même si les filles de la voie professionnelle sont moins satisfaites de leur orientation que les autres catégories (34,4 %), c'est davantage à leurs enseignants qu'elles le reprochent, non à leurs parents. Cela laisse entendre que ce ne sont pas ces derniers qui ont pris arbitrairement une décision contraire aux souhaits de ces élèves. Au niveau national, le rapport ne présentant pas les résultats par genre, on ne peut tester cette hypothèse aussi finement.

- ***La remise en cause de la voie professionnelle comme voie d'études courte***

Les résultats de l'enquête infirment nettement cette hypothèse : 81,1 % des élèves de BEP (l'enquête ne porte pas sur des élèves de CAP pour lesquels la poursuite vers un bac pro est en théorie impossible) souhaitent continuer leurs études après l'obtention de leur diplôme. C'est ce que confirment aussi les réponses sur l'âge souhaitable de fin d'études : 20 ans principalement pour les garçons, et 23 ans pour les filles. Cette attirance pour les études plus longues ne semble pas être à chaque fois simplement une préférence quant à son propre parcours, mais entre dans un ensemble de représentations liées au monde du travail qui valorise les diplômes permettant d'acquérir des compétences suffisamment larges pour s'adapter, sans pour autant perdre de vue la nécessité de répondre aux besoins de l'entreprise. Le choix du bac pro correspond bien à ce système de croyances. La poursuite d'études jusqu'à 23 ans, davantage projetée par les filles, implique une bifurcation vers la voie technologique et reste parfaitement cohérente avec les représentations majoritairement constatées sur le rôle du diplôme et les attentes du monde économique. L'hypothèse de la voie professionnelle comme voie courte méconnaît donc les préférences des élèves et la cohérence de leur système de représentations. Au niveau national, l'âge de la poursuite d'études souhaitable pour les élèves de la voie professionnelle infirme tout autant l'hypothèse proposée : les élèves de CAP/BEP de l'EN estiment à 44,4 % à 20 ans et à 27,8 % à 23 ans est le meilleur âge. Hors EN, 20 ans est la réponse de 36,3 % des BEP/CAP et 23 ans celle de 32,2 % d'entre eux. L'enquête a aussi interrogé les élèves de terminale professionnelle et BP. Ces résultats confirment une nouvelle fois la non-pertinence de l'hypothèse de la voie professionnelle comme voie courte, puisque les élèves de bac pro et BP estiment à 50,9 % que le bon âge pour arrêter ses études est 23 ans. C'est la réponse donnée par 39,6 % des élèves de BP ou bac pro hors EN. Les intentions réelles des élèves enquêtés confortent le constat précédent : 75,4 % des élèves de BEP/CAP EN et 70 % des BEP/CAP hors EN n'envisagent pas d'arrêter leurs études après l'obtention de leur diplôme. Les élèves de terminale professionnelle et de BP sont 64 % EN et 44 % hors EN. Les statistiques recueillies au niveau national infirment donc elles aussi l'hypothèse proposée et laissent penser que s'il n'y a que peu de poursuites d'études, ceci n'est pas le fruit d'un choix mais davantage celui de contraintes.

- ***L'invalidation de la préférence pour la proximité géographique***

Aucun doute ne subsiste à la lecture des résultats de l'enquête : l'hypothèse d'une préférence marquée des élèves pour la proximité dans leurs choix d'orientation ne se vérifie pas. Travailler sans changer de région est la dernière des attentes que les élèves formulent à propos du métier qu'ils souhaitent exercer. On pourrait rétorquer que les élèves savent que leurs études, de toutes manières, les emmèneront loin de leur région. Or lorsqu'on s'intéresse aux élèves qui ne souhaitent pas suivre ces études et préfèrent s'arrêter, on constate qu'ils ne sont que 20 % à arrêter après obtention du diplôme préparé parce que la poursuite d'études les obligerait à déménager. Cette réponse, de plus, n'était pas

en concurrence avec d'autres (mode oui/non), contrairement à d'autres, ce qui renforce l'argument. Au niveau national, l'enquête Céreq pour la DGESCO ne valide pas non plus cette hypothèse, même si le résultat se fonde sur des chiffres différents : travailler sans changer de région est une attente du métier projeté obtenant 7,1 % des réponses (3 choix possibles parmi 10), ce qui est plus que dans notre échantillon, mais en revanche, les élèves souhaitant arrêter leurs études après le diplôme préparé ne sont que 4,5 % à déclarer qu'il s'agit d'éviter un déménagement.

2.2. Les représentations des élèves comme révélateurs de faits sociaux

Outre déconstruire certaines représentations en vigueur chez les professionnels de l'enseignement, de l'orientation ou chez les personnels des services de l'emploi ou des collectivités territoriales, l'analyse de la parole des élèves permet de dégager un certain nombre de remarques ultérieures. Ces dernières amènent à aller plus loin dans la compréhension de la construction des choix d'orientation.

La forte différenciation des publics scolaires

Toute statistique prenant en compte l'ensemble des élèves de l'échantillon masque des réalités parfois très contrastées, dont on retrouve la marque distinctive par-delà la diversité des questions posées. Un premier public très spécifique, constitué des filles de la voie professionnelle, est repérable dans la majorité des réponses : moins satisfaites de leur orientation, moins optimistes, se sentant davantage aidées par les professionnels de l'orientation que par leurs parents, etc. À l'opposé, les garçons de la voie professionnelle semblent les plus sereins et satisfaits de leur parcours. Moins caractérisés par des opinions nettement différenciées, les filles et les garçons de la voie générale n'en constituent pas moins deux catégories aux contours contrastés. Globalement plus satisfaits, ayant le sentiment d'avoir été informés, aidés et soutenus, on peut cependant rapprocher les premières des garçons de la voie professionnelle et les derniers des filles de la voie professionnelle. Néanmoins, la catégorie des garçons de la voie générale qui émerge de l'analyse fouillée des questionnaires demeure à bien des égards un mystère. Inscrits dans une voie de formation plutôt valorisée dans les représentations sociales, ils sont globalement moins satisfaits de leur parcours, se sont sentis moins écoutés dans leurs choix et moins soutenus que les filles de la même voie. À cela, deux explications possibles : certains garçons de la voie générale auraient préféré aller en voie professionnelle et se sont vus imposer leur orientation ; à l'inverse, certains voulaient aller en voie générale et ne se sont pas sentis soutenus par les parents ou par leurs professeurs dans ce choix qu'ils ont pourtant effectué. Malgré une absence de distinction statistique systématique de genre dans le rapport Céreq pour la DGESCO qui rend impossible la pertinence de cette différenciation à un niveau plus macrosociologique que la seule zone périgourdine enquêtée, ce dernier pointe toutefois l'importance de la distinction entre voies de formation. Plus exactement, les données du rapport Céreq invitent à séparer les résultats entre les « carrières générales », les « carrières technologiques » et les « carrières professionnelles » (Grelet et Romani 2007). En outre, et à la différence de ce même rapport, l'enquête en Dordogne tend à distinguer systématiquement les résultats pour les élèves de l'EN et ceux qui se trouvent dans des établissements hors de l'EN, et à en faire une véritable variable d'analyse. Utilisées non seulement par les institutions

travaillant dans le secteur de la formation et de l'orientation, mais aussi par les acteurs du marché de l'emploi, ces différences ne sont pas des constructions *a priori* du chercheur mais des catégories que manipulent tous les acteurs concernés et structurent les perceptions, opinions et choix en matière d'orientation.

Un processus d'orientation tridimensionnel

Les taux de réponse pour les mêmes catégories d'élèves varient fortement selon que la question porte sur le fait de s'être senti (ou non) aidé dans la recherche d'information à propos des domaines d'activité et des métiers, conseillé (ou non) et soutenu (ou non) dans ses choix d'orientation. Or, ces questions renvoient aux trois dimensions du processus d'orientation, à savoir l'information, le conseil et enfin la formulation d'une demande d'orientation. Cela signifie donc que les trois dimensions font sens pour l'ensemble des acteurs concernés par l'orientation scolaire, les professionnels comme les publics concernés. Au niveau national, on retrouve des distinctions similaires dans les résultats entre le sentiment d'avoir été informé, aidé dans les choix et soutenu. Cependant, pour les élèves qui se trouvent au sein de l'EN, les résultats statistiques quant à l'impression d'avoir été mal informé et à celle de ne pas avoir été aidé par les enseignants sont extrêmement proches, voire parfois identiques. Cette égalité statistique n'est cependant pas observée hors de l'EN. De ce fait, la distinction des trois dimensions, qui correspondent d'ailleurs aux trois phases trimestrielles de l'année scolaire (au premier semestre, on informe ; au second, on conseille et au troisième, on décide), se révèle ici aussi autant une catégorie d'action et d'interprétation pour les acteurs concernés qu'un outil heuristique d'analyse pour l'enquêteur.

Entre contraintes et libertés : peut-on parler d'orientation « subie » et d'orientation « choisie » ?

L'opposition entre ce qui relève des catégories du « choisi » et du « subi » s'applique-t-elle de manière convaincante à l'orientation ? Précisons d'abord que l'orientation n'est pas choisie ou subie par les accueillants (les établissements) mais par ceux qui s'orientent ou qu'on oriente (les élèves). Mais surtout, si l'on restreint artificiellement la définition de l'orientation à la seule alternative de la satisfaction ou de la non-satisfaction de la demande formulée par l'élève, alors la plupart des orientations seront évidemment choisies, comme l'indique le faible écart statistique entre demandes et décisions dans les chiffres fournis par l'Inspection d'académie en charge des questions d'information et d'orientation de la Dordogne (Berthet 2008). Cela reviendrait cependant à nier la plus grande partie du processus d'orientation, qui se trouve en amont de la formulation de la demande et de la réponse par un établissement. Comment ne pas voir que l'avis d'un conseil de classe du second trimestre et les discussions entre le professeur principal et l'élève tout au long de l'année peuvent amener celui-ci à une autocensure lors de la formulation de ses vœux, préférant choisir à l'avance ce qui, pense-t-il, lui serait de toutes manières imposé par la suite ? Dans quelle mesure parler encore ici d'orientation « choisie » ? Les éléments à prendre en compte afin de déterminer précisément si l'orientation a été choisie ou subie étant si nombreux (Berthet, Grelet et Romani 2008 ; Andréani et Lartigue 2006), il paraît impossible d'établir les conditions réelles de cette distinction : en effet si l'information donnée au départ à l'élève sur le parcours à suivre pour réaliser son projet est volontairement tronquée ou modifiée par celui qui lui donne,

et si la demande finale est formulée sur la base de cette fausse information, l'orientation sera-t-elle considérée comme choisie ou subie ? De la même manière en imaginant qu'un élève ne peut se rendre au CIO trop distant de son domicile, que le poste de COP n'a pas été pourvu dans son établissement, qu'il ne s'entend pas avec son professeur principal, qu'il ne sait pas qu'au CDI se trouvent des brochures ONISEP et qu'il ne discute pas en famille des métiers, supposera-t-on qu'il a choisi ou subi son orientation en l'absence quasi totale d'information ?

La seule manière de donner quelque crédit à cette opposition est d'en faire ce qu'en sociologie on nomme une opposition idéale-typique, c'est-à-dire une construction logique dont les termes ne peuvent se rencontrer dans la réalité parce qu'ils sont trop tranchés. Ainsi l'orientation choisie serait celle pour laquelle l'ensemble des dimensions du processus d'orientation auraient été choisies : choix des lieux, moments et moyens d'information, des lieux, moments et moyens de conseil, choix (sans contrainte perçue ou réelle) de la demande formulée et enfin acceptation de cette demande par l'institution sollicitée. L'orientation subie serait celle pour laquelle, avant tout, la demande formulée est refusée, fortement contrainte ou quand une autre décision est imposée (une affectation forcée).

En réalité, ce qu'il convient de distinguer ici, c'est l'*intensité* et la *diffusion* de la contrainte pesant sur le processus d'orientation. Plus le nombre de dimensions du processus d'orientation sur lequel la contrainte s'exerce augmente, plus la contrainte est *diffuse*. Plus la marge de liberté de l'élève diminue pour chacune de ces dimensions, plus la contrainte est *intense*. Sur la base de cette conceptualisation plus rigoureuse de l'opposition entre orientation choisie et orientation subie, la catégorie qui se rapproche le plus de l'idéal-type de l'orientation choisie est, *d'après la représentation qu'ils en ont*, celle des garçons en voie professionnelle. La catégorie la plus proche de l'idéal-type de l'orientation subie est celle, *d'après leurs représentations*, des filles de la voie professionnelle. La proximité de cet idéal-type est cependant à relativiser. Certes la comparaison avec les autres catégories amène à une telle conclusion, mais il faut noter que l'indicateur le plus net allant en ce sens, pour cette catégorie, est celui de l'impression du faible soutien des professeurs. Or 52,9 % estiment tout de même avoir été soutenues par leurs enseignants, ce qui signifie encore la majorité. De même, ces filles de la voie professionnelle estiment à 73,5 % avoir été soutenues par leurs parents, 61,8 % avoir été aidées à choisir par leurs enseignants. 70,6 % pensent avoir été bien informées et 80 % pensent que le conseil de classe n'a pas été injuste avec elles. Finalement 67,6 % sont satisfaites de leur orientation. Sans nier les difficultés dont font état un certain nombre de filles de la voie professionnelle, on ne peut raisonnablement conclure que cette catégorie est « représentative de » ou « illustre » le phénomène d'orientation subie. Mais c'est certainement celle qui s'en rapproche le plus. Il en va de même des autres catégories, en particulier des garçons de la voie professionnelle semblant être les plus proches de l'idéal-type de l'orientation choisie mais qui ne sont pas totalement exempts de l'impression d'avoir été contraints.

Conclusion

Si le taux de satisfaction, l'optimisme et la connaissance d'une idée précise du métier ou du domaine projeté sont plus bas (de quelques points) qu'au niveau national, la différence observée sur l'échantillon périgourdin ne saurait signifier que le département de la Dordogne constitue une poche de misère, d'ignorance ou de fatalisme. Ces résultats permettent ainsi de nuancer l'image très négative, presque misérabiliste qui est produite et reproduite sur la Dordogne. Par ailleurs, l'enquête a permis de dégager un certain nombre de contradictions ou de relativisation de certaines représentations ou préjugés sur l'orientation exprimés par différentes catégories d'acteurs de l'enseignement, de l'orientation, des services de l'emploi ou des collectivités territoriales. Permettant aux individus de penser et d'agir en raccourcissant les temps de réflexion, elles ne sont pas l'apanage d'une seule catégorie d'acteurs. Ainsi, contrairement aux poncifs recueillis lors des entretiens, les représentations ne constituent pas le monopole des élèves irréalistes quant à leurs choix de métier futur, ni celui des professeurs qui seraient irréductiblement les défenseurs de l'abstraction théorique (ni encore celui des acteurs économiques uniquement obnubilés par des questions d'ordre économique).

En isolant une dizaine d'hypothèses à partir des préjugés les plus couramment émis par les différents types d'acteurs et en les confrontant aux résultats du questionnaire, apparaissent également des divergences significatives. Ainsi, contrairement à la supposée préférence pour la proximité, les réponses des élèves périgourdins invalident assez largement cette idée préconçue. Cela n'exclut pas, évidemment, les cas d'accord entre représentations des différentes catégories d'acteurs. En particulier, l'idée que prévaut le triptyque « diplôme-compétences-emploi » dans le processus d'orientation et l'attribution de la valeur au diplôme poursuivi apparaît partagée partiellement par les professionnels de l'orientation, et pleinement par les acteurs socioéconomiques du département ainsi que les pilotes de l'action régionale ou les responsables académiques. Une autre divergence apparaît dès lors que l'on se penche sur la supposée incompétence ou inutilité des COP qui constituent, avec les enseignants, la catégorie destinataire du plus grand nombre de représentations négatives de la part des acteurs économiques et les responsables régionaux. Les effets de ce type de représentation ne sont toutefois pas anodins car ils alimentent des rapports de stature nationale destinés au gouvernement ou au ministère de l'Éducation nationale (Reiss 2007)².

² Il en est ainsi du (7^{ème} depuis 2004...) rapport Reiss (du nom d'un député du Bas-Rhin, lui-même agrégé de Mathématiques), présenté en 2007 devant la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale dans le cadre du budget 2008 de la Mission enseignement scolaire, qui relève « *la mauvaise image des services de l'orientation scolaire et des conseillers d'orientation psychologues, auprès du public et des parents d'élèves* ». De ce constat découle alors des préconisations (révision des conditions horaires de travail, nombre de CIO, etc.), alors même que sur le « terrain », les perceptions des élèves ne se focalisent pas sur la dénonciation des conseillers d'orientation, en particulier, les conseillers psychologues.

Néanmoins, parce qu'on ne peut pas conclure d'une représentation émise dans un cadre spécifique d'enquête (une seule fois, à un moment donné) un fait objectif observable et parce que les facteurs pesant sur la construction des opinions sont multiples³, une réflexion et un travail complémentaire d'enquête sur les *contraintes* réelles (et non pas seulement perçues) permettraient ultérieurement de saisir les conditions de la formulation de choix, de l'accès à l'information ou au conseil et de la capacité des élèves à s'en saisir. L'enquête apporte aussi la validation de la différenciation entre genre (garçon/fille) et entre voie de formation (voie générale/professionnelle) pour comprendre la structuration des choix d'orientation. Par ailleurs, deux thèmes majeurs ont été identifiés, qui permettent de comprendre comment fonctionne le système de la *demande* d'orientation : la question des influences qui pèsent sur la formulation des choix, puis celle des représentations et des préférences des élèves et de leur famille, supposées expliquer en partie ces mêmes choix.

³ Sur les questions de non-préférence pour la proximité géographique, on pourrait ainsi rétorquer que si les élèves ne le perçoivent pas comme un problème, c'est parce qu'ils ne sont pas en situation de devoir faire des arbitrages concrets, ou bien qu'ils n'ont pas la maîtrise (et donc conscience) des budgets familiaux disponibles, ou encore qu'ils ont tellement intégré l'injonction sociétale de la mobilité qu'ils considèrent la proximité comme un élément perçu comme négatif.

Références bibliographiques

- Andréani F. et Lartigue P. (2006), *L'orientation des élèves. Comment concilier son caractère individuel et sa dimension sociale*, Paris, Armand Colin.
- Ballé M. (2002), « La loi du moindre effort mental », *Sciences humaines*, 128, pp. 36-39.
- Berthet T. (coord.), Costanza C., Dechezelles S., Gouin R., Simon V. (2008), *Les pratiques d'orientation en Dordogne*, rapport Céreq, centre associé régional Aquitaine.
- Berthet T., Grelet Y., Romani C. (coord.) (2008), *Le système d'orientation. Entre choix individuels et contraintes d'action publique*, Céreq, NEF 36.
- Bonardi C. et Roussiau N. (1999), *Les représentations sociales*, Paris, Dunod.
- Borras I., Campens E. (2008), *Le pilotage de l'orientation scolaire et professionnelle : état comparé de la connaissance en France et à l'international*, rapport Céreq, centre associé régional Auvergne et centre associé régional Rhône-Alpes.
- Boudon R. (1992), *L'art de se persuader*, Paris, Seuil.
- Douglas M. (1999), *Comment pensent les institutions ?*, Paris, La Découverte.
- Gouyon M. et Guérin S. (2006), « L'implication des parents dans la scolarité des filles et des garçons : des intentions à la pratique », *Économie et Statistique*, 398-399.
- Grelet Y., Romani C. (coord.) (2007), *Valeur du diplôme. Place et rôle du diplôme dans les parcours scolaires et professionnels*, rapport Céreq pour la DGESCO, avec le conseil régional de Basse-Normandie et le Centre Maurice Halbwachs (Caen), Net. Doc n° 37 consultable sur <http://www.cereq.fr/pdf/Net-Doc-37.pdf>.
- Henoque M., Legrand A. (2004), *L'évaluation de l'orientation à la fin du collège et au lycée. Rêves et réalité de l'orientation*, rapport au Conseil de l'évaluation de l'école.
- Jobert B. et Muller P. (2000), *La construction du sens dans les politiques publiques. Débat autour de la notion de référentiel*, Paris, L'Harmattan.
- Marro C. et Vouillot F. (1991), « Représentation de soi, représentation du scientifique-type et choix d'une orientation scientifique chez des filles et des garçons de seconde », *L'orientation scolaire et professionnelle*, 20 (3), pp. 303-323.
- Reiss F. (2007), *Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189), Tome IV. Enseignement scolaire*.
- Vouillot F. (coord.) (2004), *Représentations, opinions, attitudes des parents d'élèves de 3^{ème} et de 2^{nde} vis-à-vis de l'école, de l'orientation et du travail. Étude selon le sexe des parents et le sexe des enfants*, rapport ORIGINES (Orientation, genre et inégalités des sexes)-INETOP/CNAM, Convention d'étude DESCO-Mission égalité des chances.

Glossaire

A

- ANPE Agence locale pour l'emploi
- APEL Associations des parents d'élèves de l'école libre
- ARFOE Agence régionale de la formation de l'orientation et de l'emploi

B

- BEP Brevet d'études professionnelles
- BEPA Brevet d'études professionnelles agricoles
- BP Brevet professionnel

C

- CAP Certificat d'aptitude professionnelle
- CFA Centre de formation d'apprentis
- CIO Centre d'information et d'orientation
- COP Conseiller d'orientation psychologue
- CPE Conseiller principal d'éducation

D

- DGESCO Direction générale de l'enseignement scolaire

E

- EN Éducation nationale

F

- FCPE Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques

M

- MFR Maison familiale et rurale

O

- ONISEP Office national d'information sur les enseignements et les professions

P

- PEEP Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public
- PRI Pôle relais insertion

Les Notes du
Céreq

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES
SUR LES QUALIFICATIONS

www.cereq.fr

10, place de la Joliette,
BP 21321,
13567 Marseille cedex 02
Tél. 04 91 13 28 28
Fax 04 91 13 28 80

Imprimé par le
Céreq
Marseille
Dépôt légal
3^e trimestre 2008
ISBN : 978-2-11-096919-4
ISSN : 1764-4054

Prix : 10 €